



**Un énième impressionnant déploiement policier était visible dans la capitale vingt-quatre heures avant la marche pour laquelle a appelé la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD).**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Hier, la capitale était quasi déserte. Place aux camions — fourgons à canon — de la Sûreté nationale. Le décor est semblable à celui planté dans la capitale à la veille de la manifestation du 12 février dernier. Au niveau de la place du 1<sup>er</sup>-Mai, à quelques mètres de la place de la Concorde, une dizaine de camions de la Sûreté nationale ont déjà pris position depuis une dizaine de jours.

Les barrages routiers aux accès de la capitale, en vigueur depuis 2007, ont été également renforcés hier en début de matinée. D'ailleurs, contrairement aux autres premiers jours de week-end, hier, des embouteillages étaient enregistrés tant aux entrées Est et Ouest de la capitale. Sur le parcours prévu de la marche, soit de la place de la Concorde (plus connue sous place du 1<sup>er</sup>-Mai) à la place des Martyrs en passant par le front de mer, des

dispositifs de police, certes discret, sont mis en place. Les rues et artères d'Alger sont quadrillées par un important dispositif sécuritaire. Des dizaines de policiers sont postés en différents lieux sensibles de la capitale.

A quelques mètres du siège de la Sûreté nationale, à Bab-El-Oued, le même dispositif a été mis en place avec, en tête, le fameux blindé anti-émeutes «moustache».

Le palais d'El Mouradia, siège de la présidence de la République, demeure sous l'œil vigilant d'un ensemble de véhicules policiers dirigés par des officiers. Tout au long de l'autoroute Est sont d'Alger, les barrages de la police sont ren-



Photo : Samir Sid

**Les rues d'Alger sont quadrillées par un important dispositif sécuritaire.**

forcés. A El Hamiz, Bab Ezzouar et à Ruisseau, les postes de contrôle en provenance des wilayas de l'est du pays.

A. B.

## LE P-DG D'ALGÉRIE TÉLÉCOM :

**«Il n'y a aucune perturbation de l'internet»**

Beaucoup d'utilisateurs se plaignent, depuis quelques jours, de perturbations régulières du réseau internet.

Notamment, depuis l'éclatement des révoltes en Tunisie, en Egypte et surtout en Algérie. Qu'en est-il au juste ? Selon le P-dg d'Algérie Télécom, M'hamed Dabouz, que nous avons contacté hier, «il n'y a absolument aucune perturbation du réseau internet. Je démens formellement ces rumeurs». Pour le patron d'Algérie Télécom, «l'Algérie n'arrive même pas à occuper au-delà des 80 % les bandes passantes. Il n'y a absolument ni congestion, ni arrêt de trafic et nous tenons, encore une fois, à affirmer que tous les accès sont disponibles», a-t-il ajouté.

K. A.

## LE SECTEUR DE LA SANTÉ S'AGITE

# Les syndicats autonomes appellent à un rassemblement mercredi prochain

**Les syndicats autonomes de la santé publique se mobilisent pour demander l'ouverture d'un débat autour du projet de la nouvelle loi sanitaire. Ils ont décidé d'organiser un sit-in, mercredi prochain, au niveau du CHU Mustapha-Pacha, à Alger.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - Le secteur de la santé s'agite. Les partenaires sociaux semblent décidés à mettre fin à leur lune de miel avec Ould-Abbès. La trêve survenue après l'arrivée du ministre à la tête du secteur de la santé n'a été que de courte durée. Le vent de la contestation a soufflé une nouvelle fois pour toucher l'ensemble des syndicats autonomes de la santé publique. Professeurs, maîtres-assistants, médecins spécialistes, généralistes, paramédicaux et Ordre des médecins se mobilisent pour se faire, «peut-être», entendre.

Ould-Abbès a promis de régler l'ensemble des problèmes socioprofessionnels de la corporation. Les personnels médicaux hospitaliers et paramédicaux, qui ont salué cette initiative, ont fini par s'interroger sur la sincérité de cet engagement.

Alors que le mouvement de grève initié, depuis le 8 février dernier, par le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) continue de paralyser les structures de santé publique, d'autres syndicats autonomes viennent allonger la liste des protestations.

Le Syndicat national des profes-

seurs et docteurs en sciences médicales (SNDPSM), celui des maîtres-assistants (SNMASM), des praticiens spécialistes (SNPSSP) et des généralistes (SNPSP) ainsi que le Conseil de l'Ordre des médecins ont appelé à un rassemblement de contestation, mercredi prochain, au niveau du CHU Mustapha-Pacha, à Alger.

Ces derniers s'élèvent contre la méthode du ministre de la Santé dans l'élaboration de la nouvelle loi sanitaire. «Elle n'obéit à aucune règle universelle. Un avant-projet doit être présenté à l'ensemble des acteurs de la santé au niveau régio-

nal avant de le soumettre à débat au niveau national. Or, le ministre de la Santé a fait l'inverse. Il a initié une réunion nationale pour soumettre un questionnaire aux professionnels du secteur qui ne peut servir de base pour élaborer un projet de loi avant de mettre devant le fait accompli la corporation au niveau régional», dénonce-t-on. Les syndicats autonomes appellent à un débat sur cette loi qui engage l'avenir de la santé sur les trente années à venir. Le ministre de la Santé semble croire bien faire puisqu'il n'a visiblement pas l'intention de revenir sur «sa méthode».

«Aucune suite n'a été donnée à notre correspondance en vue d'un véritable débat transparent et sans précipitation avec les véritables partenaires sociaux autour de ce projet», ont souligné les syndicalistes. Au moment où la protestation semble s'intensifier dans les structures publiques, aucune négociation n'est pour l'instant prévue par la tutelle.

Du côté des contestataires, l'on affirme qu'il s'agit là d'une première action avant d'en envisager d'autres, au cas où le ministre de la Santé camperait sur sa position.

S. A.

## BLIDA : CONSIDÉRANT QUE LES PROMESSES ÉTAIENT MENSONGÈRES

# 500 agents de la Garde communale ont fermé l'autoroute Est-Ouest

Environ cinq cents agents de la Garde communale exerçant à travers l'ensemble des communes de la wilaya de Blida ont fermé, jeudi dernier, l'autoroute Est-Ouest à l'entrée de la base militaire, au niveau de la route d'Oued El Alleug, et ce, pour exprimer leur mécontentement quant à la réponse que leur a réservée l'administration locale qu'ils considèrent comme négative. Les contestataires, qui étaient en civil, ont paralysé le trafic routier durant presque deux heures, provoquant un grand embouteillage. Ils ont laissé entendre qu'ils continueront à protester jusqu'à obtention de leur réhabilitation, entre autres la perception d'une indemnité liée aux années passées dans le corps de la Garde communale. Par ailleurs, ils rejettent l'option de leur incorporation dans d'autres services de

l'administration avec un salaire inférieur à celui qu'ils percevaient initialement.

Aussi, les contestataires ont fait part de leur déception à l'endroit des responsables locaux. Ces derniers, en se réunissant avec les gardes communaux contestataires, ne cherchaient, disent-ils, qu'à gagner du temps.

Sur un autre volet, ils considèrent que la dissolution du corps de la Garde communale est une offense à leur égard, d'autant qu'ils se sont sacrifiés durant des années pour sauver le pays des mains des intégristes. Pour toutes ces raisons, ils accordent un délai de 10 jours aux responsables concernés pour satisfaire leurs revendications.

M. B.

## LA TOURISTE ITALIENNE ENLEVÉE À DJANET AFFIRME DANS UN ENREGISTREMENT SONORE :

# «Je suis en vie et détenue par Aqmi»

**Dans un enregistrement audio adressé à la chaîne de télévision El Arabiya, la touriste italienne enlevée le 2 février dernier à Djanet, en Algérie, affirme qu'elle est toujours en vie et détenue par Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Dans cet enregistrement sonore que la chaîne de télévision El Arabiya affirme avoir

obtenu jeudi, suite à un appel téléphonique d'un porte-parole d'Al Qaïda au Maghreb islamique, l'otage italienne, qui s'ex-

primait en français, a déclaré : «Je suis Maria Sandra Mariani. Je suis l'Italienne enlevée le mercredi 2 février 2011 près de Djanet, en Algérie, et je suis toujours en vie et détenue par Al Qaïda au Maghreb islamique. Je demande à Al Arabiya de diffuser cet enregistrement.»

Pour rappel, Maria Sandra

Mariani, la touriste italienne âgée de 56 ans, a été enlevée début février par des hommes armés près de Djanet, alors qu'elle était en voyage organisé dans la région du Tassili.

Mis à part ce message, premier du genre, diffusé après son enlèvement, ses ravisseurs n'ont fait pour le moment aucune

déclaration ou demande de rançon pouvant entamer des négociations avec l'Italie.

Enlevés en septembre 2010 dans le désert nigérien, sept ressortissants étrangers, dont cinq Français, demeurent actuellement otages d'Aqmi.

M. M.